



Journée de mobilisations, de grèves et de perturbations contre l'austérité - La Coalition Main rouge cible les banques

MONTREAL, le 1er mai 2015 - À l'occasion de la journée internationale des travailleurs et travailleuses, des milliers de personnes sont mobilisées à travers le Québec pour s'opposer aux mesures d'austérité. Quelques 860 organisations sont en grève sociale, un nombre inégalé dans l'histoire du Québec. Plus d'une centaine d'actions sont annoncées, sans compter les surprises qui s'ajouteront. Une grande partie de ces groupes sociaux répondent à l'appel de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Coalition Main rouge). À Montréal, la Coalition organise pour sa part une manifestation à Montréal en matinée. Depuis 8h00, une centaine de personnes occupent l'entrée de la Tour de la Banque nationale (située au 600, de la Gauchetière Ouest), empêchant ainsi le début des activités du siège social.

« Secteur économique le plus rentable, la moitié des banques ne paient pourtant pas d'impôts ! 40% des profits des institutions financières proviennent des frais bancaires, qui d'ailleurs augmentent encore dès la semaine prochaine. Qu'attend-t-on pour rétablir la taxe sur leur capital ? de questionner Véronique Laflamme co-porte-parole de la Coalition. « Pendant ce temps, les PDG de ces banques font plus de 600 fois le salaire d'une personne travaillant à temps plein au salaire minimum ! Comment peut-on continuer de couper dans les services publics et les programmes sociaux, augmenter les tarifs et marteler que l'on n'a pas le choix ? C'est indécent ! » d'ajouter madame Laflamme.

Les perturbations ainsi que la manifestation d'appui organisées par la Coalition lancent sa journée d'actions et de mobilisations sociales. Y prendront part des centaines de groupes touchés par les mesures d'austérité: associations étudiantes, centre de femmes, maisons de jeunes, groupes d'éducation populaire, groupes communautaires, syndicats de profs, travailleurs et travailleuses de la santé et d'autres services publics, groupes communautaires de différents secteurs, groupes de lutte à la pauvreté, etc.,. Toutes et tous portent un message clair : le gouvernement doit reculer sur les compressions, baisses d'impôts et hausses de tarifs annoncés; c'est une fiscalité plus juste qu'il doit mettre en place.

« Grèves, blocages piquetages, manifestations de quartiers, interventions bruyantes, activités de perturbations... c'est pour exiger du gouvernement qu'il recule sur ses décisions antisociales que les groupes sociaux à travers le Québec se mobilisent aujourd'hui » d'affirmer Kim De Baene, co-porte-parole de la Coalition Main rouge. « Pour la très grande majorité de la population, des coupures, compressions et hausses de tarifs sont annoncées mais pour les institutions financières, les grandes entreprises et les personnes les plus nanties, des traitements de faveur, baisse d'impôts et autres cadeaux fiscaux sont mis de l'avant. Les gens sont en colère et refusent ce projet de société que veut lui imposer le gouvernement actuel » continue-t-elle.

Le gouvernement répète qu'il n'a pas le choix, qu'il n'a pas les moyens de faire autrement. Pourtant, la Coalition Main rouge propose un ensemble de solutions fiscales qui permettrait de renflouer les coffres de l'État. « Le gouvernement choisit de couper les services publics et les programmes sociaux comme il choisit de protéger le secteur financier et les grandes entreprises. C'est faux que d'affirmer que l'on n'a pas les moyens de faire autrement » rappelle madame Laflamme. « Taxe sur le capital des institutions financières, imposition des grandes entreprises, lutte efficace contre l'évasion fiscale et les pratiques d'évitement fiscal, mettre en place un régime entièrement public de médicaments, mieux gérer les contrats gouvernementaux sont des exemples concrets que de l'argent il y en a. Allons la chercher ! » d'affirmer madame De Baene.

D'autres réseaux de luttes à l'austérité, dont le collectif Refusons l'austérité et la Coalition 1^{er} mai 2015 organisent également des actions dans les autres régions.

Des représentantes et représentants d'organisations membres de la Coalition, dont la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRO), la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec et la Coalition montréalaise pour la survie des services publics, la Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie, l'Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières (ATTAC-Québec), et le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), participent à l'action de perturbation et sont disponibles pour des entrevues.

SOURCE : Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics
Renseignements : ou demandes d'entrevues : Kim De Baene, 514 222-4912 (cell.); Véronique Laflamme, 418 956-3403 (cell.); Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics; www.nonauxhausses.org;
@Nonauxhausses; #10milliards